SYRIE

Le PAM annonce la reprise de son aide alimentaire aux milliers de réfugiés syriens en Jordanie

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé hier avoir repris son aide aux milliers de réfugiés syriens en Jordanie, suspendue le mois dernier en raison d'un manque de fonds.

«Nous avons arrêté l'aide en septembre parce que nous n'avions pas de fonds», a déclaré lors d'une conférence de presse à Amman le coordinateur du PAM pour les réfugiés syriens en Jordanie, Jonathan Campbell. «La bonne nouvelle maintenant est que nous sommes en mesure d'améliorer notre action», a ajouté ce responsable. «Nous avons fourni au cours de ce mois une assistance à quelque 212 000 personnes les plus vulnérables et à 226 000 autres réfugiés dans une situation moins délicate», a ajouté M. Campbell. Selon lui, le programme d'aide couvre les besoins de 85% des personnes enregistrées comme réfugiés en Jordanie. En septembre, une porte-parole de ce programme avait affirmé que le PAM avait besoin de 236 millions de dollars pour continuer à aider des familles en Syrie et fournir des coupons alimentaires aux réfugiés dans les pays voisins jusqu'à fin novembre. Fuyant la crise dans leur pays, les réfugiés syriens s'étaient établis majoritairement de l'autre côté des frontières syriennes, en Turquie, au Liban ou en Jordanie. Plus de 1,1 million de Syriens ont trouvé refuge au Liban. Ils sont 600 000 en Jordanie, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). La Syrie, dont le conflit armé sévit depuis mars 2011, compte au moins 7,6 millions de déplacés sur son territoire, selon l'ONU. Les combats ont poussé plus de 4 millions de Syriens à fuir le pays.

APS

LIBYE

Un hélicoptère s'écrase près de Tripoli avec 23 personnes à bord

Un hélicoptère s'est écrasé hier en Libye à proximité de la capitale Tripoli avec 23 personnes à bord, dont probablement des chefs militaires liés aux milices contrôlant la capitale, selon un responsable de la sécurité et une agence de presse.

Photo : DR

La cause du crash reste inconnue.

«Nous ne connaissons pas le nombre de victimes et ne savons pas s'il y a des survivants», a indiqué ce responsable à l'AFP à Tripoli, en précisant que la cause du crash n'était pas connue.

L'agence de presse Lana, loyale au gouvernement reconnu par la communauté internationale, a indiqué que l'appareil pourrait avoir transporté plusieurs chefs de la coalition de milices Fajr Libya, dont Hussein Abou Dayya, commandant des milices de l'ouest de la Libye, et le chef de la milice Chouhada al-Zawia, Souheib el-Rammah. L'hélicoptère s'est écrasé près de Zawia, à environ 45km à l'ouest de Tripoli, selon l'agence. Le ministère de la Défense du gouvernement de Tripoli devait tenir une conférence de presse en fin d'après-midi. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011 et deux autorités politiques se disputent le pouvoir depuis 2014, celle de Tripoli et l'autre, la seule reconnue internationalement, basée dans l'Est.

La communauté internationale tente de faire pression pour la signature d'un accord sur un gouvernement d'unité, actuellement en discussion sous l'égide de l'ONU

RÉFÉRENDUM AU CONGO

L'opposition rejette les résultats, appelle à désobéir

L'opposition au Président congolais Denis Sassou Nguesso a rejeté hier les résultats officiels du référendum de dimanche sur un projet de Constitution permettant au chef de l'Etat de se représenter en 2016 et a appelé à «la désobéissance civile» pour faire obstacle à ce texte.

Le ministre de l'Intérieur congolais, Raymond Mboulou, a annoncé hier matin que le oui avait obtenu 92,26% des suffrages exprimés à l'issue du vote de dimanche, et affirmé que le taux de participation s'était élevé à 72,44%.

«Le projet de texte de nouvelle Constitution a été adopté et entrera en vigueur dès sa promulgation par le président de la République», a-t-il ajouté.

Les dirigeants d'opposition, qui avaient appelé à boycotter le scrutin, ont rejeté irrévocablement les chiffres officiels.

Ces résultats sont «nuls et de nul effet», a affirmé le Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad), une des deux principales plateformes de l'opposition au référendum ayant qualifié cette consultation de «coup d'Etat constitutionnel».

Pour le Frocad, «le scrutin n'a été ni libre, ni juste, ni équitable, ni transparent» et s'est déroulé «dans un état de siège».

Lundi, un des dirigeants du Frocad avait estimé que la participation n'avait pas dépassé «10%». Une source diplomatique française à Paris avait estimé pour sa part qu'elle avait été «faible».

Tant le Frocad que l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC), autre coalition d'opposants à M. Sassou Nguesso, ont appelé à la «désobéissance civile» afin d'empêcher la promulgation du projet de nouvelle Constitution.

Le Frocad a demandé par ailleurs «la tenue rapide d'un dialogue inclusif» consacré «exclusivement» aux questions de «gouvernance électorale», c'est-à-dire l'organisation de la présidentielle de mi-2016.

Le Frocad et l'IDC avaient appelé à la désobéissance civile et à manifester le 20 octobre contre le référendum. A la suite de l'interdiction des rassemblements publics, des violences avaient fait ce jour-là entre quatre et une vingtaine de morts, selon les mêmes sources.

Les deux coalitions n'ont pas précisé concrètement la forme que pourrait prendre leur contestation. Jusqu'à présent, elles n'ont pas fait preuve de leur capacité à lever massivement la population contre le pouvoir. Les violences du 20 octobre ont ravivé dans l'opinion le spectre des épisodes de guerre civile ayant déchiré le pays entre 1993 et 2003 alors que les autorités présentent M. Sassou comme le garant de la paix et de la démocratie dans le pays et l'opposition comme un facteur de désordre.

Le projet de Constitution soumis au référendum fait sauter les deux verrous interdisant à M. Sassou Nguesso de briguer un troisième mandat présidentiel en 2016 : la limite d'âge et celle du nombre des mandats.

Né en 1943, M. Sassou Nguesso cumule plus de 31 ans à la tête du Congo, pays de 4,4 millions d'habitants où le groupe français Total est solidement implanté et où, en dépit de la manne pétrolière, la pauvreté reste «endémique», selon le Fonds monétaire international. M. Sassou Nguesso a dirigé le Congo à l'époque du parti unique, de 1979 jusqu'aux élections pluralistes de 1992, qu'il a perdues.

Revenu au pouvoir par les armes en 1997, il a été élu Président en 2002 et réélu en 2009 lors de scrutins boycottés ou contestés par l'opposition.

Hier, l'internet mobile, les SMS et le signal FM de la radio française RFI, l'une des stations les plus écoutées du pays, étaient coupés pour le huitième jour d'affilée.

ÉTATS-UNIS

Le chef de la CIA «scandalisé» et «préoccupé» par le piratage de ses emails

Le directeur de la CIA John Brennan s'est dit hier «scandalisé» et «préoccupé» par le piratage de ses emails personnels et a nié avoir violé ses obligations de sécurité.

La publication de certains emails personnels a pu laisser penser «que j'avais fait quelque chose de mal ou d'inapproprié» en terme de sécurité mais «ce n'était certainement pas le cas», a-t-il déclaré lors d'une conférence sur le renseignement à Washington.

L'organisation WikiLeaks a publié la semaine dernière plusieurs documents provenant du compte email personnel de John Brennan datés d'entre 2007 et 2009, avant sa prise de fonction au sommet de l'agence américaine du renseignement. Hier, le directeur de la CIA n'a donné aucun détail sur la manière dont des pirates avaient eu accès à ses emails personnels. Il s'est borné à expliquer que bien qu'étant «un responsable gouvernemental», il avait «aussi une famille, des amis, des factures à payer, des choses à faire dans la vie quotidienne». Et «la manière de communiquer aujourd'hui se fait par internet», a-t-il souligné.

Il a jugé disproportionné le traitement médiatique de l'affaire.

«Parfois il y a cette soif de rendre les choses plus sexy qu'elles ne le sont et de les faire gonfler hors de proportion», a-t-il dit.

«C'est faire la publicité d'une activité criminelle et disséminer des informations qui je pense sont inappropriées», a-t-il dit.

WikiLeaks avait notamment mis en ligne un court mémo sur l'Iran, accompagné de recommandations, adressé à l'époque au président-élu devant prendre ses fonctions en janvier 2009. On trouve également sur son site deux documents datés de 2008 parlant de la torture, notamment une copie de loi examinée au Sénat et listant les pratiques interdites, comme la simulation de noyade (waterboarding) ou les fausses exécutions.

WikiLeaks a mis en outre en ligne une copie d'un document d'une cinquantaine de pages censé avoir été rempli par John Brennan en 2008, contenant de nombreuses informations personnelles, lors du processus de vérification de ses antécédents pour être autorisé à accéder aux informations sensibles.

John Brennan est directeur de la CIA depuis 2013. La publication de ses e-mails était survenue quelques jours après qu'un pirate informatique se présentant comme un adolescent américain avait affirmé au tabloïd *New York Post* être entré dans la boîte email du directeur de la CIA et s'être emparé d'informations personnelles.